

politique étrangère qui lui soit propre». <sup>12</sup> Il rencontre immédiatement l'opposition du nouveau premier ministre d'Australie. Grand, beau et sportif, Stanley M. Bruce offre un contraste frappant au physique peu avantageux d'un Mackenzie King mûrissant. Avec vigueur, Bruce rejette la notion que chaque partie de l'empire puisse avoir une politique étrangère propre. «Si nos travaux se poursuivent dans la même voie, s'exclame-t-il, nous ne progresserons pas le moins dans notre consultation sur les affaires étrangères.» <sup>13</sup>

C'était là, bien entendu, précisément l'objectif de King. À mesure que la conférence avançait, il s'opposait à tous les efforts visant à en arriver à des positions communes sur diverses questions de politique étrangère et de défense. Dans ces discussions de détail, King et Bruce se heurtent encore une fois. Les efforts répétés de ce dernier pour obtenir le soutien du Canada à une résolution appuyant les plans de la Grande-Bretagne pour la défense de Singapour et du Canal de Suez échouent. À la fin de la conférence, la victoire de King est complète. Dans un dernier accès d'énergie, il modifie la résolution finale de la rencontre sur les relations étrangères, afin de traduire sa conviction que les conférences impériales sont des forums de consultation et non de décision. Cette réussite de King marque la fin de la politique étrangère commune et annonce le Commonwealth de l'ère moderne. Elle a aussi pour effet d'élargir l'abîme entre le Canada et l'Australie. L'attitude de King à l'égard de l'empire était incompréhensible pour de nombreux observateurs australiens. Le jeune R.G. Casey, alors agent de liaison de l'Australie à Londres, considérait le premier ministre canadien avec une fascination ahurie :

Assurément, personne ne peut se vanter d'en avoir fait autant que Mackenzie King pour détruire ce qu'il reste de l'Empire britannique en cette époque où l'autonomie triomphe. Ses efforts pour accroître son capital politique au moyen de son nationalisme étroit font penser à un vandale qui démolirait un château pour construire un chalet. <sup>14</sup>

La question du commerce, qui était de plus en plus liée au débat sur les rapports au sein de l'empire, était tout aussi controversée. Le fait de ne pas avoir conclu de traité commercial n'avait pas nui matériellement aux échanges bilatéraux. En réalité, la guerre avait donné un extraordinaire élan aux exportations canadiennes vers l'Australie de produits forestiers, d'articles en métal manufacturés et de pièces d'automobile. Toutefois, l'accès à ce marché, qui prenait d'autant plus d'importance que la récession d'après-guerre privait le Canada de ses ventes aux États-Unis, était menacé. En 1921, l'Australie impose de nouveaux tarifs sévères sur le papier journal canadien et, en même temps, annonce qu'elle est disposée à conclure des traités commerciaux avec les membres de l'Empire britannique. En octobre 1922, James Robb, ministre du Commerce et de l'Industrie de Mackenzie King, part pour l'Australie, de nouveau en quête d'une entente commerciale bilatérale.